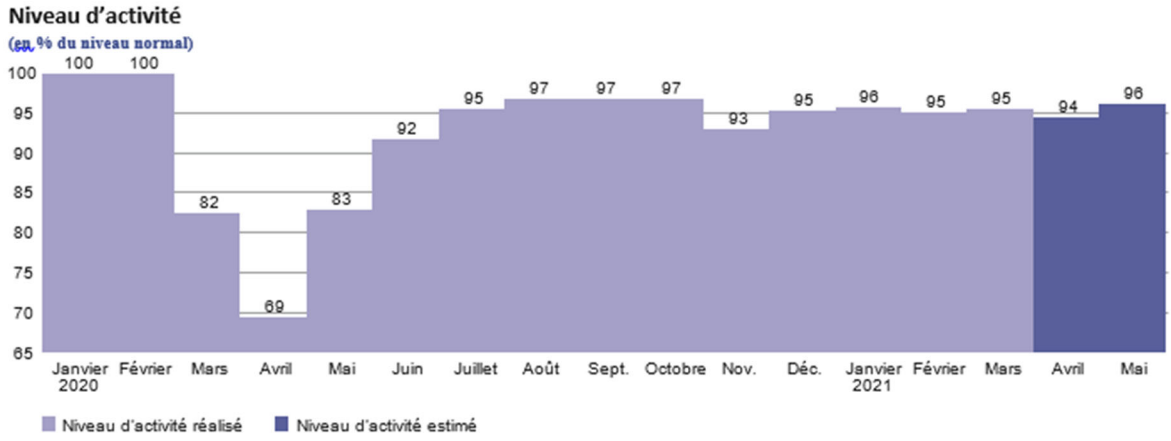
# Point sur la conjoncture française à début mai 2021

Au mois d'avril, les mesures sanitaires ont été renforcées et étendues à tout le territoire, avec notamment la fermeture des crèches et des établissements scolaires jusqu'au 26 avril et celle des commerces non essentiels. Dans ce contexte, l'activité se replie dans les services marchands (plus particulièrement dans les services de proximité) mais tend à résister dans l'industrie (hors automobile). L'activité dans le secteur du bâtiment se maintient quant à elle à un niveau proche de celui d'avant-crise. Au total, nous estimons à – 6 % la perte de PIB sur le mois d'avril par rapport au niveau d'avant-crise, contre – 5 % en mars. La situation de trésorerie des entreprises est supérieure à la normale dans l'industrie et revenue à la normale dans les services.

Nous donnons ce mois-ci un coup de projecteur sur le fait que plus d'un quart des entreprises de l'industrie et du bâtiment évoquent la question des approvisionnements sans pour autant, à ce stade, que cela empêche leurs propres perspectives d'activité de s'améliorer.

Pour le mois de mai, les chefs d'entreprise anticipent en effet une progression de l'activité dans l'industrie et les services. Dans le bâtiment, l'activité serait quasi-stable mais à un niveau toujours proche de celui d'avant-crise.

Les données de l'enquête ont été collectées entre le 28 avril et le 5 mai auprès de 8 500 entreprises ou établissements. Près de 90 % des réponses sont parvenues après les annonces du Président de la République du 29 avril (fin des restrictions de déplacement à partir du 3 mai, couvre-feu repoussé à 21 heures et réouverture des commerces, terrasses, musées, salles de cinémas et théâtres avec des jauges limitées à partir du 19 mai). Dans ces conditions, la perte de PIB par rapport au niveau d'avant-crise serait de – 4 % en mai.




## 1. En avril, dans un contexte de durcissement des mesures sanitaires, l'activité se replie dans les services, mais résiste dans l'industrie hors automobile et surtout dans le bâtiment

Dans les services marchands, l'activité décroît légèrement en avril, dans le contexte de durcissement des mesures sanitaires. Dans l'industrie hors automobile, l'activité résiste. Dans le bâtiment, elle se maintient à un niveau proche de celui d'avant-crise.

Dans l'ensemble de l'**industrie**, le taux d'utilisation des capacités de production progresse très légèrement à 81 % (il était de 79 % en février 2020). Ce taux s'accroît notamment dans les produits en caoutchouc, plastique (de 83 % à 86 %), dans le secteur de l'habillement, textile, chaussures (de

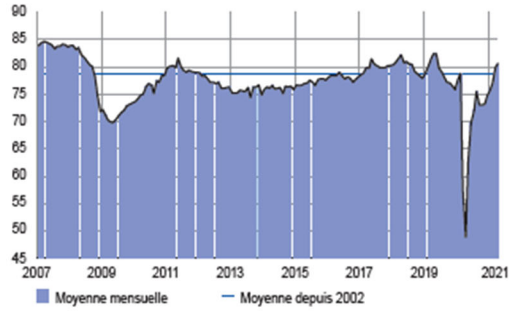
80 % à 82 %). En revanche, le taux d'utilisation des capacités de production se replie sensiblement dans les industries automobile (de 81 % à 77 %), chimique (de 82 % à 80 %) et pharmaceutique (de 83 % à 81 %). Il demeure particulièrement bas dans le secteur de l'aéronautique et des autres transports (72 % après 71 % en mars).

Les soldes d'opinion de l'enquête relatifs à l'évolution de l'activité par rapport au mois précédent demeurent positifs, quoiqu'en retrait par rapport à mars. En revanche, le jugement des chefs d'entreprises sur leur niveaux d'activité (par rapport à la normale) est un peu plus pessimiste.

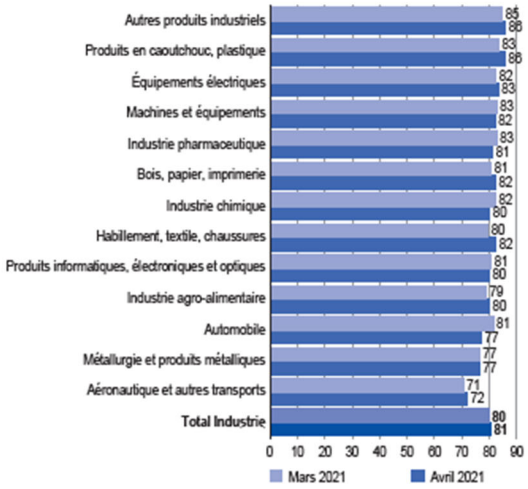
Les niveaux d'activité restent hétérogènes entre les différents secteurs de l'industrie. Ainsi, ils sont proches des niveaux d'avant-crise dans la fabrication de produits en caoutchouc et plastique et dans les autres industries, alors qu'ils restent bas dans le secteur de l'aéronautique et des autres transports et dans l'industrie automobile.

Comme les mois précédents, et de façon plus prononcée, les chefs d'entreprise de l'industrie indiquent en avril une forte hausse des prix des matières premières et des prix des produits finis. Ils anticipent une poursuite de la hausse des prix de vente en mai.

**Taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie**
(en %)




**Niveau du taux d'utilisation des capacités de production**
(en %)




Dans les **services marchands**, l'activité s'inscrit en baisse en avril, en particulier dans les services de proximité, particulièrement affectés par le renforcement des contraintes sanitaires : hébergement, restauration, location de matériel (automobiles…) et activités de loisir et services à la personne. Dans l'ensemble, l'activité résiste mieux dans les services aux entreprises.

Dans le secteur du **bâtiment**, l'activité est quasi stable, très proche de son niveau d'avant-crise, selon les chefs d'entreprise interrogés.

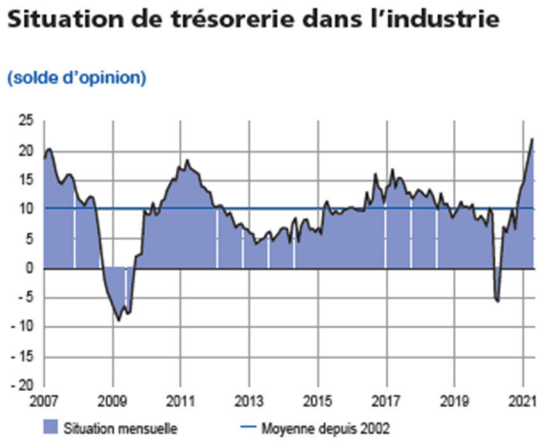
Au total, dans la plupart des secteurs, l'impact du durcissement des mesures sanitaires au mois d'avril a été légèrement moins marqué que celui du confinement du mois de novembre 2020. Seuls quelques secteurs enregistrent des niveaux d'activité plus faibles qu'au mois de novembre dernier :

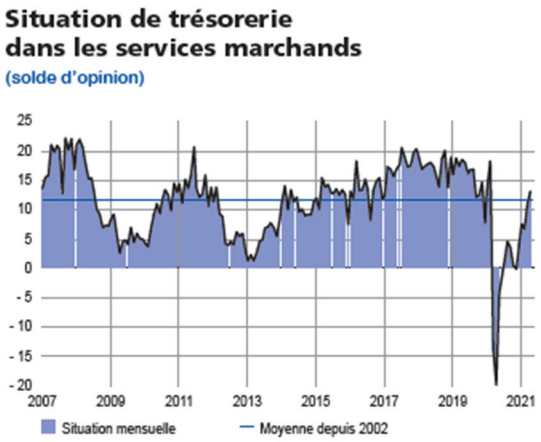
– dans l'industrie : le secteur automobile et celui de l'aéronautique et des autres transports, dont l'activité est à un niveau relativement bas depuis plusieurs mois, et l'industrie pharmaceutique en repli sur avril ;

– dans les services, l'hébergement touché par les mesures de restriction.

L'opinion sur la **trésorerie** progresse de nouveau dans l'industrie et situe nettement au-dessus de sa moyenne de long terme. Elle s'améliore également dans les services, et rejoint son niveau d'avant-crise.

Par ailleurs, les chefs d'entreprises mentionnent des difficultés de recrutement, surtout dans l'industrie et le bâtiment.




## 2. Pour le mois de mai, les chefs d'entreprise anticipent une progression de l'activité dans l'industrie et les services et une quasi-stabilité dans le bâtiment

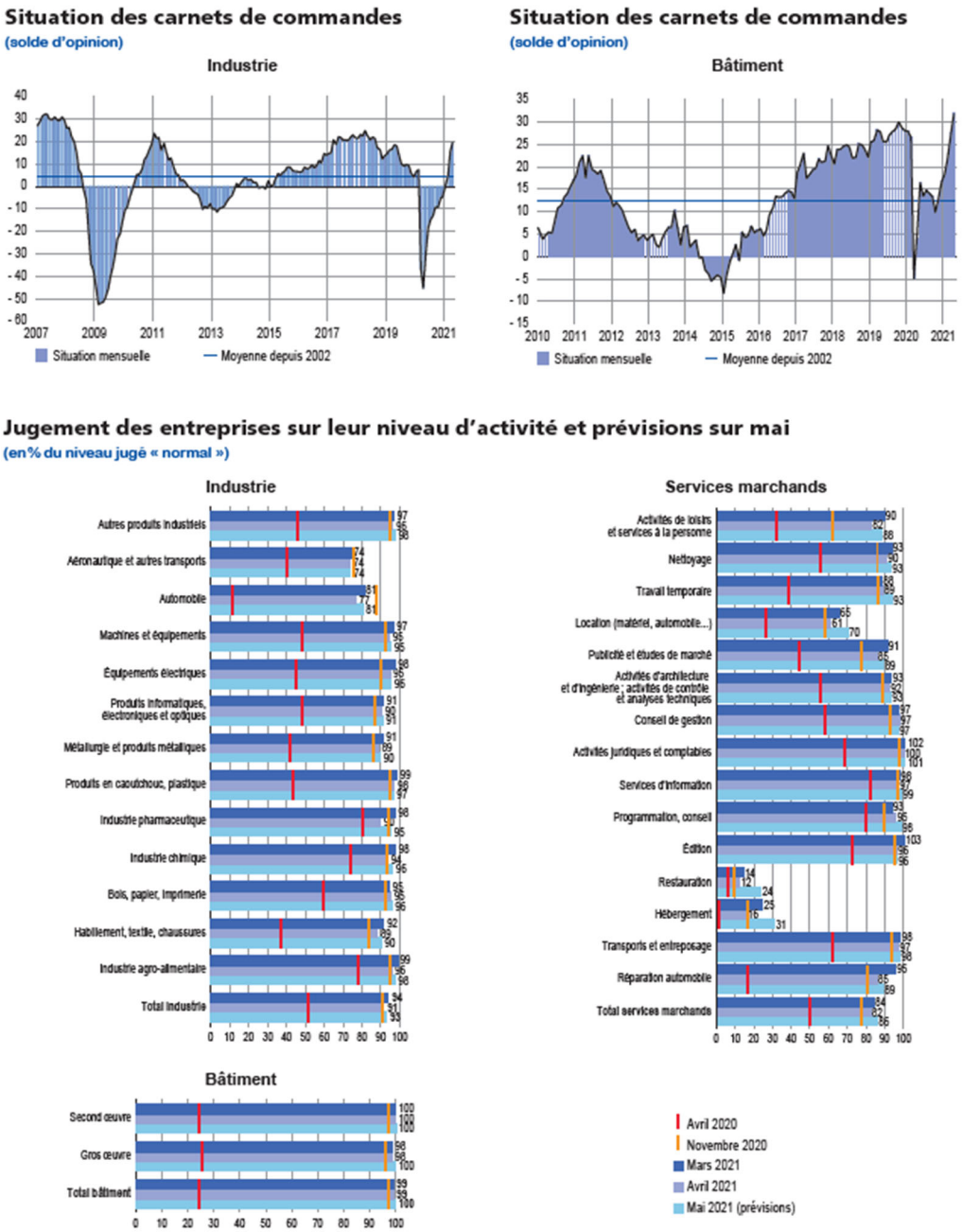
Avec l'allègement des contraintes sanitaires, les chefs d'entreprises anticipent une amélioration de l'activité dans l'industrie comme dans les services.

Dans l'**industrie**, la reprise serait marquée dans l'industrie pharmaceutique ; l'activité progresserait dans l'automobile tout en restant relativement dégradée. La production du secteur de l'aéronautique et des autres transports resterait également largement sous son niveau d'avant-crise.

La progression de l'activité serait plus marquée dans les **services** que dans l'industrie. Dans l'hébergement et la restauration, l'assouplissement des mesures sanitaires permettrait une légère reprise de l'activité, qui resterait toutefois à des niveaux très bas. L'amélioration serait aussi sensible dans les activités de loisirs et services à la personne, ainsi que dans la location de matériel (automobiles...). L'embellie serait moins marquée dans les services aux entreprises.

Dans le secteur du **bâtiment**, l'activité serait quasi-stable, à un niveau très proche de son niveau d'avant-crise.

L'opinion sur les **carnets de commandes** continue de progresser en avril dans l'industrie, mais de manière moins marquée que le mois précédent. Dans le bâtiment, elle continue de progresser fortement et dépasse son niveau d'avant-crise.

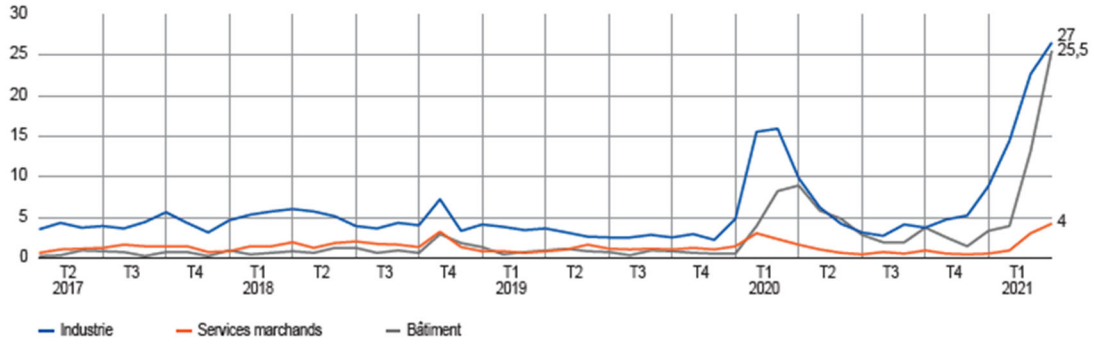



**Un coup de projecteur : plus d'un quart des entreprises de l'industrie et du bâtiment évoquent la question des approvisionnements sans pour autant, à ce stade, que cela empêche leurs propres perspectives d'activité de s'améliorer**

Depuis le début de l'année, les chefs d'entreprise interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture sont de plus en plus nombreux à évoquer la question de l'approvisionnement[1]. En avril, dans l'industrie, 27 % des répondants ont abordé spontanément ce thème lors des entretiens avec la Banque de France, contre environ 3 % habituellement. Ils étaient 26 % à l'évoquer dans le bâtiment, contre moins de 1 % d'habitude. Dans les services, 4 % des chefs d'entreprises ont spontanément évoqué ce thème, contre environ 1 % d'habitude.

**Mention de la thématique « approvisionnement »* dans les commentaires de l'EMC**

(en % des commentaires exprimés)

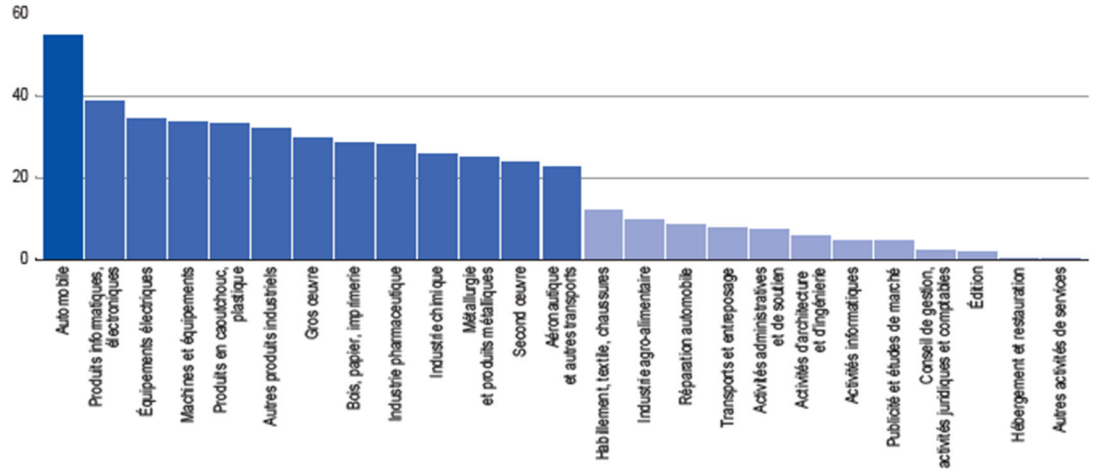



* Champ : commentaires longs d'au moins 4 mots et dont le test de conjoncture n'a pas été estimé.

Parmi les secteurs de l'enquête, l'automobile ressort comme étant celui où le sujet de l'approvisionnement est le plus fréquemment mentionné. Les autres industries, mais également le secteur du bâtiment, apparaissent également concernés par ce problème. Les secteurs où ce thème est le plus fréquemment évoqués sont ceux où la consommation de composants électriques et électroniques est particulièrement élevée : automobile, fabrication de produits électroniques et informatiques, fabrication d'équipements électriques.

**Difficultés d'approvisionnement**

(% d'entreprises mentionnant des difficultés d'approvisionnement)

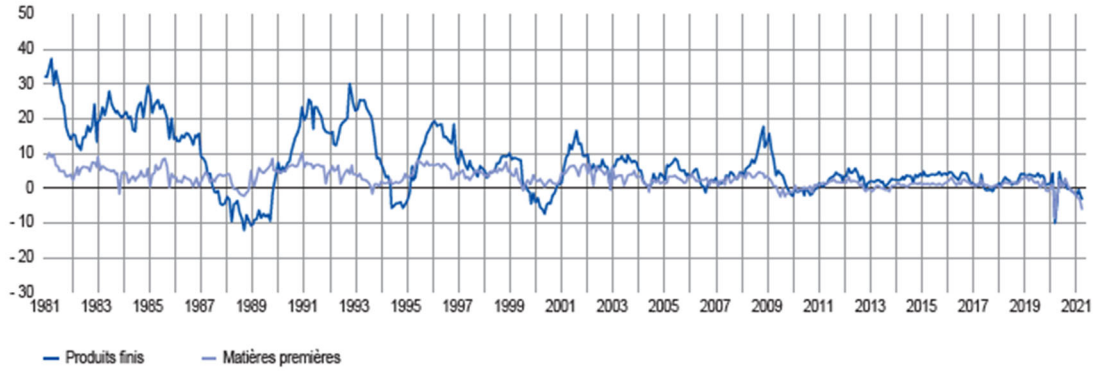



*1 Nous ne distinguons pas ici les entreprises qui signalent des difficultés d'approvisionnement de celles qui signalent qu'elles n'ont pas de difficultés d'approvisionnement, mais on peut supposer que les entreprises qui évoquent spontanément ce thème signalent majoritairement des difficultés.*

Sur le début d'année, il ne ressort pas clairement de différence entre l'évolution de l'activité des entreprises mentionnant le sujet de l'approvisionnement et celle des autres, ce qui laisse penser qu'à ce stade l'effet de ce phénomène demeure contenu au niveau de l'ensemble de l'économie, même s'il existe un effet dans l'automobile.

Au-delà du fait que les entreprises ne sont pas toutes concernées de la même manière par des difficultés d'approvisionnement, celles qui le sont peuvent amortir l'impact de ce phénomène sur leur activité en puisant dans leurs stocks d'intrants. De fait, les soldes d'opinion de l'enquête relatifs aux stocks de matières premières atteignent des niveaux historiquement bas, en particulier dans les secteurs les plus concernés par cette thématique.

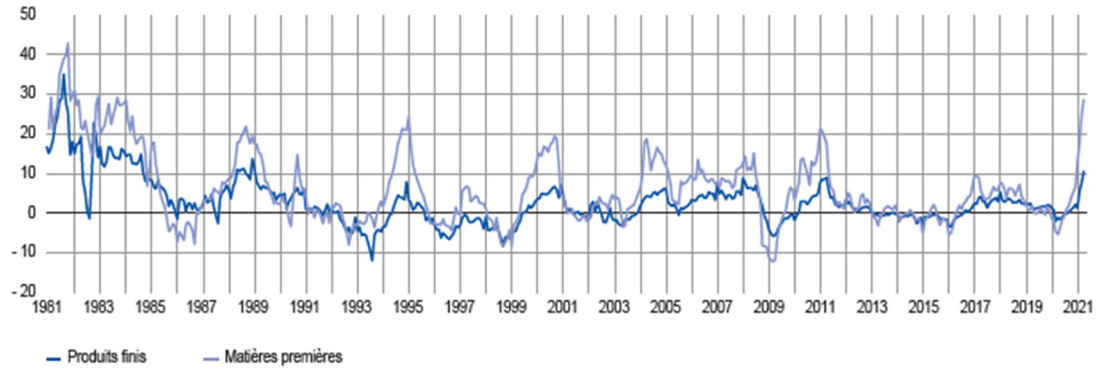
**Solde d'opinion sur le niveau des stocks par rapport à la normale**
**Industrie manufacturière**
(solde d'opinion)




Les soldes d'opinion relatifs aux stocks de produits finis tendent eux aussi à se réduire, ce qui pourrait signaler l'émergence de tensions sur la production, sans exclure également une réduction volontaire des stocks face à une demande plus faible depuis le début de la crise. Ces éléments impliquent une vigilance accrue dans le suivi de la conjoncture sans pour autant, à ce stade, indiquer de freins, autres que ponctuels, par rapport aux perspectives de progression de l'activité, que mentionnent les entreprises elles-mêmes.

Ces difficultés d'approvisionnement s'accompagnent par ailleurs d'une hausse des prix des intrants. De fait, les soldes d'opinion relatifs à l'évolution des prix des matières premières se sont nettement redressés depuis le début de l'année, avec au premier chef la hausse du prix du pétrole, et atteignent dans l'enquête des niveaux particulièrement élevés.

**Solde d'opinion sur l'évolution des prix par rapport au mois précédent**
**Industrie manufacturière**
(solde d'opinion)




Face à des hausses de prix des matières premières, les entreprises peuvent choisir de réduire leurs marges ou d'augmenter leurs prix de vente. Les soldes d'opinion relatifs à l'évolution des prix de vente des entreprises montrent à ce stade une hausse, mais nettement plus modérée que celle des prix des matières premières, proches des pics historiques comme par exemple en 2010. Il faut néanmoins rappeler que les matières premières ne sont pas le seul déterminant des prix de vente des entreprises, qui vont dépendre de l'ensemble de leur structure de coûts (intrants hors matières premières, salaires, loyers, impôts etc.). En outre, ces tensions sur les prix devraient être amorties à mesure que l'on progresse dans la chaine de valeur jusqu'aux produits vendus aux consommateurs finaux, inclus dans l'indice IPCH. Ainsi si l'effet des hausses de prix de matières premières peu

transformées comme le pétrole ou certains produits alimentaires sont rapides et clairs sur les prix à la consommation, l'effet final des prix de hausses matières premières est lui en général beaucoup plus diffus.

### 3. Les estimations issues des informations sectorielles de l'enquête suggèrent un niveau d'activité d'environ – 6 % par rapport à la normale en avril, après – 5 % en mars, qui rebondirait à – 4 % en mai avec l'allègement des mesures sanitaires

Pour rappel, dans notre précédent point de conjoncture paru le 12 avril 2021, nous avions estimé la perte de PIB à – 4 % sur le mois de mars, après – 5 % en janvier et février. La parution des comptes trimestriels pour le T1 2021 à fin avril est globalement proche de notre estimation avec une perte de PIB autour de – 4 % du niveau « normal » pré-crise sur l'ensemble du trimestre. Combinés aux autres indicateurs mensuels dont nous disposons, elle nous amène toutefois à réviser légèrement la chronique de la perte mensuelle sur le trimestre avec en particulier une perte estimée aujourd'hui autour de – 5 % pour le mois de mars.

**Pour avril, nous prenons en compte l'ensemble des indicateurs conjoncturels de l'EMC,** en lien avec l'évolution de la situation sanitaire et économique, qui traduisent la capacité d'adaptation des entreprises face à ces contraintes pour les différents secteurs couverts par l'enquête

**Cette évaluation est corroborée par les données haute fréquence que nous suivons à titre de complément** pour les secteurs non couverts par l'enquête (comme par exemple le commerce et les transports). En effet, les dépenses de carte bancaire indiquent une perte d'un ordre de grandeur proche de celui de novembre dernier. Les données de *Google mobility* (mobilité vers et depuis le lieu de résidence, les commerces et les loisirs) ainsi que de trafic routier et de bruit en Île-de-France, sont un peu orientés en baisse en avril mais décrivent une situation avec une perte de moindre ampleur que celle du confinement de novembre. Enfin, les données de consommation d'électricité des entreprises indiquent seulement une très légère détérioration.

**L'utilisation des informations de l'enquête à un niveau de désagrégation fin et des autres données dont nous disposons nous amène à estimer la perte d'activité pour le mois d'avril autour de – 6 %, un peu moins importante que notre première estimation d'environ – 7 % lors de notre précédent point de conjoncture (et moins importante aussi que la perte de – 7 % en novembre dernier). Ceci correspond à une dégradation limitée, – 1 pt de l'activité par rapport au mois de mars.** Celle-ci est essentiellement attribuable au recul de l'activité dans le commerce et les services de transport, cf. tableau ci-dessous.

**Impact de la crise de Covid-19 sur la valeur ajoutée par branche**

(en pourcentage)

| Branche d'activité | Poids dans la VA | Mars | Avril | Mai |
|---|---|---|---|---|
| **Agriculture et industrie** | **15** | **- 6** | **- 6** | **- 5** |
| Agriculture et industrie agro-alimentaire | 4 | - 2 | - 3 | - 2 |
| Énergie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage | 3 | - 6 | - 7 | - 5 |
| Industrie manufacturière hors alimentaire et cokéfaction-raffinage | 9 | - 7 | - 7 | - 6 |
| **Construction** | **6** | **- 7** | **- 6** | **- 6** |
| **Services marchands** | **57** | **- 6** | **- 8** | **- 5** |
| Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration | 18 | - 14 | - 19 | - 13 |
| Services financiers et immobiliers | 17 | 1 | 1 | 1 |
| Autres services marchands | 22 | - 5 | - 5 | - 3 |
| **Services non marchands** | **22** | **1** | **0** | **1** |
| **Total** | **100** | **- 5** | **- 6** | **- 4** |

**Les anticipations des entreprises pour mai indiquent une prévision d'amélioration assez significative de l'activité, cohérente avec la levée partielle des mesures sanitaires. Ces informations de l'enquête, combinées à des hypothèses sur les secteurs partiellement ou non couverts par l'enquête nous amènent à estimer une perte d'activité en mai autour de – 4 %.** Les améliorations seraient notables dans le commerce et dans les services de transport en particulier.